# Accord de 2015 sur le nucléaire iranien : retour sur un marché de dupes

écrit par Edmond le Tigre | 13 mai 2018

Cet article de Stephane Juffa (Metula Agency News ou Menapress.org), écrit en 2015 lors des négociations avec l'Iran, démontre avec brio la catastrophe que fut ce soi-disant accord où les européens se sont fait rouler dans la farine avec la complicité du tandem Kerry-Obama.

Il est plus que jamais d'actualité, avec le rejet de l'accord par Trump et les larmes de crocodile des « *im-puissances* » européennes

**Edmond le Tigre**

---

## Iran : les annexes secrètes du traité (info # 012808/15)

Analyse

vendredi, 28 août 2015

**Par Stéphane Juffa**

L'*Associated Press* a brièvement publié – elle l'a retiré par la suite sans explication –, le texte d'un protocole d'accord parallèle au traité sur le nucléaire iranien signé par les 5+1 et la « République » Islamique d'Iran à Vienne.

Il s'agit d'un accord secret entre Téhéran et l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) stipulant les conditions de l' « inspection » du site de Parchin, sur lequel on soupçonne les ayatollahs d'avoir procédé au développement et aux essais de systèmes et de matériaux entrant dans la fabrication d'une bombe atomique.

Selon l'*AP*, dont la fiabilité peut difficilement être mise en doute dans cette affaire, deux officiels U.S. impliqués dans les négociations ont confirmé l'authenticité du document, affirmant, de surplus, qu'il n'existait pas de différences entre le contenu présenté par l'*AP* et celui adopté au final.

**L'agrément en question provisionne que ce sont les Iraniens qui procéderont seuls à l'inspection.** Ils transmettront des photographies et des vidéos de Parchin à l'AIEA et ils effectueront neuf prélèvements du sol, soit sept à l'intérieur des installations, et deux dans sa proximité immédiate, qu'ils remettront également à l'agence viennoise dépendant de l'ONU.

Cette procédure sera suivie, **grâce à « l'aimable consentement de l'Iran »** (c'est dans le texte du mémorandum), d'une visite du « directeur général [de l'AIEA] en qualité d'hôte officiel du gouvernement iranien, accompagné du vice-directeur par souci de protection (sic) ».

Les Iraniens qui inspectent eux-mêmes un emplacement où on les soupçonne d'avoir conduit des activités liées à la mise au point de leur bombe atomique et qui choisissent les échantillons qu'ils entendent envoyer aux commissaires de Vienne, cela prouve au moins que Messieurs Kerry et Zarif ne manquent pas d'humour.

Mais la découverte de ce document secret pose une multitude de questions relatives au traité avec l'Iran en général, et au comportement du président des Etats-Unis, en particulier.

**On ignore même si tous les membres permanents du Conseil de Sécurité plus l'Allemagne sont au courant de l'existence et du contenu de ce document.** Notre vieil ami du *Foreign Office* à qui j'ai posé la question se déclare incapable d'y répondre ; il me fait cependant remarquer, qu'à Vienne, **durant des journées entières, les pourparlers se déroulèrent uniquement entre des membres des délégations américaine et perse, tandis que les autres participants recevaient des briefings, souvent assez succincts, une ou deux fois par jour.**

Le diplomate se déclare en revanche certain que **des compromis dont les autres n'avaient pas connaissance ont été passés entre Kerry et Zarif, et qu'il est vraisemblable qu'il existe des accords supplémentaires dont les 4+1 ignorent l'existence.**

Les membres du Congrès américain ont été naturellement choqués par les révélations de l'*AP*. Ils l'ont été plus encore lorsque, répondant à une série de questions, John Kerry a annoncé que « **les détails de l'accord ne seraient pas dévoilés** ».

**Les législateurs du Capitole sont ainsi priés de se prononcer sur un accord dont l'exécutif leur cache certaines parties.** Ils s'en sont évidemment émus, dénonçant une procédure improbable ; cela les ramène à une affirmation précédente de la « leader » de la minorité Démocrate à la Chambre des Représentants, Nancy Pelosi, à propos de la loi Obamacare, lorsqu'elle déclara : « **Nous devons accepter le projet de loi pour vous permettre de découvrir ce qu'il contient** ».

Ce qui est certain est que, depuis la publication de l'*AP*, plusieurs membres Démocrates du Congrès ont fait savoir qu'ils voteraient contre l'accord avec l'Iran à la mi-septembre. Ils ont pris cette décision en constatant **l'insupportable**

**contradiction entre les termes de l'accord AIEA-Iran et les propos tenus par Barack Obama au public et aux législateurs américains,** juste après la signature de la partie accessible du traité.

Le Président Obama y affirmait que, « grâce à cet accord, nous avons gagné un contrôle implacable et ininterrompu des installations nucléaires iraniennes, le plus complet, le plus intrusif », et, ajouta-t-il, « les inspections et les vérifications sont les plus approfondies jamais négociées avec aucun régime ».

**Il n'avait pas dit que ce contrôle *implacable et ininterrompu* serait exercé par les Iraniens eux-mêmes, particulièrement à Parchin, où on les soupçonne d'avoir conçu les systèmes principaux de leur bombe atomique.**

Menteur

Les sénateurs et les représentants hoquètent aussi désormais sur une autre phrase d'Obama ; celle par laquelle il avait lancé, en conférence de presse : « Vous n'avez plus besoin de spéculer, vous pouvez simplement lire ce qu'il [l'accord] dit ».

Ils sont au contraire plongés dans la spéculation, **ne sachant pas ce qu'on leur interdit de lire, mais étant au courant de ce qu'Obama ne leur a pas tout montré. On nage en fait en**

**pleine méthode mafieuse** rappelant Chicago, la ville où le président a fait ses armes en politique.

Mais les interrogations qui se font jour dépassent le cadre strictement américain et elles sont lourdes de conséquences : **il n'est plus possible de faire confiance à l'AIEA et à son chef Yukiya Amano pour arbitrer la réalisation par l'Iran de ses obligations contractuelles. Comment se fier à un organisme d'inspection qui a décidé de se prêter au simulacre de contrôle de Parchin ? Et qui en a lui-même négocié les conditions ?**

C'est encore plus grave pour les Européens : **comment quelqu'un peut-il encore accorder sa confiance à des dirigeants qui ont signé l'Accord de Vienne et qui ont dissimulé à leurs opinions publiques l'existence de ses clauses secrètes. Des clauses qui rendent la mise en œuvre du traité invérifiable.**

Au moment de se prononcer, les membres du Congrès U.S. ignoreront probablement si l'agrément sur lequel ils votent contient encore d'autres dispositions secrètes. **Comment prendre ses responsabilités dans de telles conditions ?** Sans parler des pays membres permanents européens du Conseil de Sécurité, **dont les parlements ne seront pas même consultés** et dans lesquels le débat public sur un sujet de l'importance du nucléaire iranien aura ainsi été éludé.

**Barack Obama a menti au moins deux fois : la première, par omission, en n'informant pas les Américains de l'existence de clauses secrètes ; la seconde, en ne révélant pas que des clauses du traité officiel était contredites, surpassées ou rendues inopérantes par des documents annexes.**

**Cela commence à faire beaucoup.** En restant très sereins, cette affaire de traité avec l'Iran commence à prendre **des proportions de haute trahison.** Car en le privant des moyens de contrôler efficacement sa réalisation par les Perses, Obama et Kerry ont abandonné le dernier argument qui lui donnait encore

un semblant de sens stratégique.

Les avantages obtenus par cette administration sont à tel point diffus, **les gains considérables concédés à l'adversaire** – le maintien intact de son infrastructure nucléaire, le déblocage de dizaines de milliards de dollars en sa faveur, sa réintégration dans le commerce mondial, la poursuite de sa capacité d'ingérence en Irak, au Yémen, en Syrie et au Liban, la poursuite de son soutien au terrorisme, l'accès qui lui est donné aux marchés de l'armement, la poursuite de son programme de missiles balistiques menaçant l'Occident, le maintien en détention d'otages américains innocents, et la continuation de sa politique génocidaire à l'encontre d'Israël – **sont à tel point énormes, qu'il est désormais légitime, voire urgent, de se demander si Kerry et Obama n'ont pas servi les intérêts d'une puissance résolument hostile aux États-Unis d'Amérique et à leurs alliés au Moyen-Orient.**

Ils participent à renforcer les ambitions hégémoniques de la dictature iranienne aux dépens des États-Unis, **n'hésitant pas à dissimuler à leurs compatriotes la teneur précise du traité qu'ils demandent au Congrès de ratifier.** Et pour ne rien arranger, ils agressent verbalement et ad hominem ceux – y compris des parlementaires Démocrates – qui émettent des doutes quant au bien-fondé de l'accord et qui préconisent son rejet au Capitole.

Obama et Kerry ne renâclent pas à les accuser d'œuvrer, eux, dans l'intérêt d'une puissance étrangère [sous-entendu Israël], contre celui de l'Amérique.

Trois membres Démocrates influents de la Chambre des Représentants, Eliot Engel, Nita Lowey and Steve Israel, ont réagi à ces attaques ad hominem et à ces menaces en déclarant que ces procédés étaient inacceptables. C'est énorme !

Presqu'aussi énorme que ce qui apparaît noir sur blanc dans la partie de l'accord ouverte au public, dans sa section D,

intitulée « Garanties Nucléaires et Sécurité », article no. 10. On y lit :

Les E3/EU+3 [les 5+1, Ndlr.] (…) sont disposés à coopérer avec l'Iran (…), par voie de formation et d'ateliers **afin de renforcer la capacité de l'Iran à se protéger contre, et à répondre à des menaces nucléaires de sécurité, incluant le sabotage, aussi bien qu'à lui assurer une sécurité nucléaire efficace et durable ainsi que des systèmes de protection physiques.**

Mettons de côté le vocabulaire alambiqué de cet article, qui démontre que les négociateurs ont âprement et longuement bataillé pour sa formulation. Mis à plat, cela signifie que, si les Israéliens – accessoirement les Saoudiens, les États du Golfe ou L'Égypte – acquéraient la conviction absolue que les activités nucléaires des Perses mettaient leur survie en danger et décidaient d'envoyer leurs chasseurs-bombardiers détruire les usines de la bombe atomique des ayatollahs, **les 5+1 se sont engagés à les abattre – à répondre à des menaces (…) par des systèmes de protection physiques –** !

**Les Américains, mais aussi les Allemands, les Français et les Britanniques s'engageant à protéger Fordow militairement contre d'éventuelles frappes du *Khe'l Avir*, c'est encore plus énorme que le reste.**

L'AIEA a par ailleurs déjà communiqué cette semaine sur le fait que, sur la base d'un traité qui ressemble à s'y méprendre à un acte de reddition, les Iraniens, loin de démanteler Parchin, ont déjà augmenté la surface de ce site. **Le constat de l'Agence de Vienne, évidemment classé confidentiel, a été éventé mercredi par une dépêche de *Reuters*.**

La réaction de l'Iran, par la voix de son délégué permanent auprès de l'AIEA, Reza Najafi est la suivante : « Il est amusant que l'AEA prétende qu'il y a eu une petite extension

d’un bâtiment (…). L’Iran n’a pas besoin de demander la permission de l’AIEA pour procéder à des constructions sur ses sites ».

Omettons, pour finir, l’accord, son contenu et le nucléaire iranien, comme s’ils n’existaient pas. Attardons-nous sur le ressenti des Israéliens et des Israélites face à la ruée des businessmen du monde entier vers Téhéran. L’empressement de Poutine à vendre des armes à Khamenei, celui des Chinois à lui fournir des avions de guerre dernier modèle, celui des Français, de construire de nouvelles usines de voitures en Iran, et celui des grandes sociétés pétrolières, de participer à la reconstruction du système d’exploitation de pétrole iranien ne vont pas sans nous rappeler des souvenirs douloureux.

J’hésite toujours à faire des parallèles avec des évènements liés à la Seconde Guerre Mondiale, mais cette ruée vers l’or, sans attendre l’approbation du Congrès, **me ramène irrésistiblement à la Conférence d’Evian de 1938 ; lorsque tous les États du monde avaient refusé d’accueillir les Juifs d’Allemagne et d’Autriche menacés d’extermination et continué à faire des affaires avec Monsieur le Chancelier du Reich Adolf Hitler.**

Cette fois-ci, les Juifs observent les mêmes États, soixante-dix ans plus tard, encourager leurs entreprises à commercer avec la théocratie perse, sans se soucier de ce que ses leaders, qui ne reconnaissent pas l’historicité du génocide nazi, appellent chaque semaine à l’éradication de l’État d’Israël et de ses habitants.

http://www.menapress.org/articles-3.html